

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Liquidation de la dernière et préparation de la prochaine

Enfin nous allons être délivrés du cauchemar : encore un peu de patience et il ne restera plus de la guerre — de la dernière des guerres — qu'un mauvais souvenir estompé dans le brouillard des temps... Telle est du moins la prétention de ceux qui président, présentement, aux destinées des peuples ex-belligérants.

Après Genève, Rappalo, Gênes, et nous en passons, se tient en ce moment la n^e conférence des hommes d'Etat.

Réunion très importante, certainement la plus importante de toutes celles du même genre tenues depuis la fin de la guerre. Elle se propose, en effet, de régler d'une façon définitive (?) la répartition des charges inhérentes au dernier conflit.

Donc à l'ordre du jour : l'éternelle question du paiement des dettes, les réparations et en plus, cette fois — pilule amère pour les nationalistes français — l'évacuation anticipée de la Rhénanie.

Si l'on juge par les déclarations de certains délégués à la conférence, en particulier celles de Philipp Snowden, chancelier de l'Echiquier de la Grande-Bretagne, la discussion sera passablement animée. L'Angleterre s'estimant lésée par le plan Young ne manquera pas de faire entendre d'énergiques protestations. Elle s'élèvera surtout contre le système des réparations en nature, ce dont il ne faut pas s'étonner, de la part d'un pays dont la prospérité est liée aux exportations.

Comme il est à peu près certain que d'autres nations tiennent également en réserve leurs revendications qu'elles jetteront dans la balance au moment opportun, la fameuse conférence pourrait bien se terminer par un fiasco, masqué naturellement aux yeux du public par une solution provisoire.

Liquidation ! Liquidation ! clame cependant, à tous les échos notre national Briand.

Oui, liquidation ! Mais surtout liquidation du traité de Versailles serait l'expression plus conforme à la réalité.

Ce fameux traité — au bas duquel, cependant, le « Tigre » avait apposé sa griffe — réplique pour les Français, au traité de Francfort.

Elaboré au temps où la victoire « au révolait le poilu d'une gloire immortelle », il n'était question que d'une vaste razzia, dans laquelle les Alliés auraient trouvé amples dédommagements de leurs frais de guerre.

Le gouvernement français dépense sans compter ; c'était le temps bénit où Klotz lançait sa fameuse formule : « L'Allemagne paiera ». Et les gogos — hypnotisés par la rançon, fabuleuse à leurs yeux, qu'on allait exiger de l'Allemagne — prétendaient à l'envi. Pauvres prêteurs...

Cependant que la surenchère se donnait libre cours : « Il faut raser l'Allemagne et, si besoin est, tuer encore du boche. » voilà ce que répétaient aux alentours de 1919, de pauvres bougres, chauffés à blanc par une presse nationaliste autant qu'odieuse. Sans même se rendre compte, tant était grande leur aberration, qu'on ne supprime pas d'un trait de plume de la carte du monde, un pays de soixante millions d'habitants.

Comme les choses ont changé depuis cette époque... Ce n'est même plus la période de la « main au collet » ; de l'occupation de la Ruhr.

Le chef d'orchestre qui, dans la coulisse, dirige la grande presse et, partant, l'opinion publique, a donné un autre ton.

Herrriot, Painlevé, Briand, les « grands pacifistes » ont tendu le rideau d'olivier. On a évqué, à grand renfort de publicité Thoiry, Locarno.

Et on éditera bientôt, n'en doutons pas, des cartes postales représentant le verbe Briand donnant l'accordéon à Stresemann du Reich. Cette chère Allemagne...

Tandis que le bon populo, toujours gobeur, sacrera grands champions de la Paix ses maîtres du jour, sans s'apercevoir de la comédie — qui se transformera quelque jour en affreux drame — qu'on joue devant lui.

Sentimentalisme, pacifisme, nous laissons à d'autres le soin de se gargariser de ses formules aussi creuses qu'inopérantes en régime capitaliste.

Les raisons qui militent en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne sont d'ordre économique et politique.

C'est que l'« ennemi » s'est déplacé — tant il est vrai qu'il faut toujours un ennemi sous notre régime — hier outre-Rhin ; aujourd'hui la menace apparaît outre-Atlantique. Aussi commence-t-on à parler « Européen » ; on verra, d'autre part, dans l'article de Bastien les causes de cette nouvelle attitude.

Et aujourd'hui l'heure de la liquidation a sonné. Elle est bien triste au cœur des patriotes français... Adieu les rêves d'or de 1919. En lieu et place des milliards escomptés, la France se détachera péniblement pour ne pas verser plus qu'elle ne recevra de son ennemi d'hier. Quelle dégringolade.

La guerre ne nourrit plus son homme » la formule de Lucien Romier, un des écrivains conservateurs les plus cotés d'après-guerre, trouvera à La Haye une justification éclatante.

Vainqueurs et vaincus se retrouvent au même niveau, plongent sous le fardeau érasant des pertes subies pendant les quatre années du grand massacre.

Et le journaliste bourgeois, qui connaît bien son monde, d'en conclure que c'est peut-être de tels résultats qu'il faut attendre la suppression des guerres. Autrement dit, plus d'espoir de bénéfices : plus de guerres. Quel aveu monstrueux.

Mais nous ne ferons pas notre cette théorie, car si, en effet, la majorité partie des nations ayant pris part à la guerre se sont appauvries, l'Amérique a connu une telle ère de prospérité que ses industriels et banquiers ne doivent pas évoquer, sans quelque mélancolie, le temps heureux des commandes, combien rémunératrices, d'une Europe désespérée.

Et, d'autre part, que de fortunes individuelles ont été édifiées sur les ruines des pays, même les plus atteints, par les profiteurs de ces dits pays. Aussi, la guerre, malgré les prévisions de Lucien Romier, reste-t-elle une bonne affaire pour les agitateurs de toute nature qui s'apprêtent, à nouveau, à mettre le monde en coupe réglée.

Liquidation de la guerre, disent presque tous les responsables de la dernière. Préparation de la prochaine, répondons-nous, car tel est le véritable sens de la conférence de La Haye.

Mais que les gouvernements y prennent garde, la guerre n'est pas « liquidée » dans le cœur des mères dont les fils sont tombés pour le plus grand profit de la finance internationale. Elle n'est pas « liquidée » non plus, malgré les crieries de quelques forceps, pour ceux qui, contraints et forcés, ont subi pendant quatre années les horreurs du grand fléau. Ils sauront se dresser — et avec eux les jeunes générations — pour barrer la route aux criminels qui voudraient les lancer dans une nouvelle aventure sanglante.

Mais que ces derniers n'oublient pas que la suppression des guerres est liée à la liquidation des Etats, de tous les Etats. C'est de cette seule condition que dépend la véritable Paix du Monde !

R. BOUCHER.

Ghislain et Delobel en correctionnelle

C'est lundi prochain, 12 août, que nos camarades Ghislain et Delobel compartront devant les juges de la correctionnelle.

L'un et l'autre seront sûrement condamnés, l'on n'a jamais vu des juges professionnels acquitter quelqu'un qui était pour suivi pour délit de presse.

Dans notre prochain numéro nous donnerons un compte rendu des débats et le jugement.

Des nouvelles de Fabbri

Nos lecteurs se souviennent certainement que notre camarade Luigi Fabbri a été expulsé de France au printemps dernier, sous la pression de l'ambassade italienne.

Nous venons de recevoir des nouvelles de l'exilé, qui a pu s'installer dans l'Amérique du Sud. Et nous sommes heureux d'annoncer que le « Libertaire » publiera chaque mois un article de Luigi Fabbri. Nous insérerons le premier article la semaine prochaine.

A propos du Nudisme

Le « Libertaire » a publié la semaine dernière un article de notre camarade Ghislain sur le nudisme, qui appelle quelques commentaires. Disons tout de suite, que nous souscrivons sans réserve à l'exposé et aux conclusions de Ghislain. Aujourd'hui, nous entendons surtout montrer quelles sont les tâches qu'il importe que nous menions à bien, avant de consacrer nos efforts à la propagande en faveur du nudisme.

Faire du nudisme. Oui. Mais d'abord, réclamer des améliorations dans les conditions ordinaires de la vie, du travail.

Nous ne nions nullement la valeur thérapeutique du nudisme, nous savons trop quel est le prix de la lumière dans le phénomène vital.

Donc impossible de voir en nous une hostilité de mauvaise foi contre le mouvement nudiste. Au contraire. Notre sympathie est toujours acquise à ceux qui vont de l'avant, à tous ceux qui tendent de libérer les hommes de leur asservissement aux vieilles moralités, aux préjugés inépuisables.

Les bienfaits de la lumière, oui nous voulons les goûter, non seulement dans les heures de loisir, mais aussi dans toutes les conjonctures de la vie courante.

Combien de milliers d'ouvriers et d'ouvrières sont obligés de travailler dans des conditions infernales. Dans des caves humides, sans air, dans des ateliers obscurs, à l'atmosphère méphitique. Combien de gosses des deux sexes sont contraints dès l'âge le plus tendre de s'étioyer dans les bagnes du salarial. La plupart des usines sont par leurs puanteurs et leurs pestilences les foyers les plus certains de tuberculose.

Faut-il que nous rappelions comment sont logés les prolétaires des faubourgs. Devons-nous évoquer les taudis des quartiers ouvriers, les chambres parcimonieusement aérées où suffoquent des familles entières, et tous les galets sordides où il fait trop chaud en été, trop froid en hiver, et où l'on crève de faim toute l'année.

A Paris, par exemple, nous pourrions comparer les maisons aux larges baies de quartiers cossus, aux bâties mésérables de la périphérie, où le soleil, vu l'exiguité des ouvertures, la mauvaise disposition des lieux, ne pénètre que modérément. Là où il y a le moins d'air, nous trouverons toujours la population la plus dense.

Eh bien, nous voudrions que ceux qui travaillent puissent accomplir leur besogne dans des conditions sanitaires acceptables, et non comme maintenant au mépris des lois les plus élémentaires de l'hygiène : nous voudrions aussi que tous puissent se loger ailleurs que dans des mesures légères, sans air, ni lumière. Pour arriver à cela, que faire ?

Des esprits chagrinés nous reprochent notre éternelle conclusion : la révolution sociale.

Evidemment, c'est là le grand remède. Sans nier la valeur de l'affranchissement individuel, on peut affirmer que les prolétaires ne seront en mesure d'obtenir tous les avantages auxquels leur labeur leur permet de prétendre, que si une Révolution sociale met ordre aux iniquités présentes. Dans quelques jours, la grande bacchanale d'été s'ouvrira à Deauville. Il y aura des nudistes sur la côte normande. On y prendra des bains de soleil. Quels seront ces nudistes qui pourront lézarder à loisir sous la caresse des chauds rayons solaires ? Parce que les voleurs de pauvres à la Citroën, prostitués de basse police comme Chiappa, flétrisseuses, bookmakers, gens de haut négocié et de grosse industrie.

Oui, on aura beau ironiser, il n'y a que la « panacée Révolution » qui puisse donner à chacun le droit aux joies, que les spoliateurs connaissent seuls en notre belle société.

Notre camarade Ghislain a rapporté dans son article les propos tenus par un docteur allemand à l'auteur du reportage « Au pays des hommes nus ». Ces opinions nous donnent entièrement satisfaction ; parmi nous, personne ne saurait les critiquer. Il serait heureux que tous les nudistes eussent en matière d'éthique sexuelle les mêmes sentiments que leur camarade allemand. Mais il n'en va pas ainsi, hélas.

Tous les nudistes n'ont pas à cœur de combattre l'infâme morale chrétienne, cette morale d'esclaves, cette morale qui a inculté à nos pères l'esprit de résignation. Le christianisme c'est le grand poison d'où vient tout le mal, c'est de lui que procèdent toutes les superstitions bouteilles qui ont tenu si longtemps les hommes en état d'hébétude.

Ce sont les théologiens qui ont enseigné aux hommes à mépriser leur corps, à ne voir en lui qu'une guenille périssable, indigne de toute considération.

Les prêtres, durant des siècles, ont abruti des générations et des générations, en leur disant de se soucier davantage du salut de leur âme que de leur condition terrestre.

Faire de la propagande pour le nudisme, c'est bien, mais conquérir, avant, de saines conditions d'existence pour tous, voilà de la besogne plus pressante.

LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

L'idée des Etats-Unis d'Europe a été lancée jadis par des écrivains comme Victor Hugo. On a souri à l'époque. C'était là le rêve de poète et fantaisie de littérateur.

Mais, voici qu'elle est reprise maintenant par des hommes d'Etat, Briand en tête. On blague encore un peu, dans certaine presse de droite, la presse qui fait profession d'exploiter le patriotisme le plus étroit et de cultiver le chauvinisme le plus violent. Néanmoins, il semble bien que ce ne soit pas là une bulle de savon, une période oratoire de quelque discours aussi politique que creux.

La création d'un super-Etat européen est en germe et elle pousse ses racines de plus en plus. La Société des Nations n'a été qu'une tentative chaotique et dérisoire, qu'on a ridiculisée avec raison, mais qui semble bien avoir été le terrain des discussions servant à amorcer le futur projet d'une Confédération des Etats.

Le monde marche, évolue, et maladroits se rions-nous de ne pas le suivre dans ses évolutions.

Ce qui n'a été qu'un rêve de poète, une revendication des esprits larges et avancés, pourra bien, dans un certain nombre d'années, devenir une réalité.

Oh ! ce n'est pas que je pense que les frontières vont ainsi disparaître comme par miracle, à la suite d'une Conférence des Gouvernements. Non. On ira par étapes, par paliers successifs et progressifs. Un organisme international sera créé, s'occupant d'abord d'une question : celle des dettes, par exemple. Puis, débordant sur le terrains monétaire, financier, puis s'intéressant aux questions de douane, d'échanges économiques, de répartition de matières premières. Puis, cet organisme prenant de l'ampleur, peu à peu, des questions de police internationale, de justice internationale, de répression internationale se poseront et, au lieu de voir, comme pendant l'affaire des Boxers chinois, des détachements alliés œuvrer ensemble, on chargera de l'exécution le super-Etat qui, ainsi, morceau par morceau, profitant des circonstances, se donnera tous les attributs que possèdent actuellement et gardent jalousement les Etats.

Tel est le mouvement qui s'annonce et se présente devant nous.

Devons-nous nous en réjouir comme d'une conquête de nos convictions internationalistes et un progrès vers l'émancipation des esprits et du cœur ?

Il croit que nous ne devons pas trop cultiver ces illusions.

Devons-nous traiter avec un dédain ironique et sceptique ces tentatives de fondation d'un super-Etat européen, et n'y voir qu'un bourrage de crâne d'un nouveau genre ?

Jusqu'à un certain point, oui, c'est un bluff.

Les peuples sont encore en armes, le cliquetis de la ferraille militaire résonne partout ; on s'arme à outrance et on perfectionne l'industrie de la guerre. Tout cela est un démenti formel aux aspirations vraies ou simulées des gouvernements vers la paix et l'union du pays.

Cela paraît une contradiction formidable aux affirmations des Briand et autres protagonistes des Etats-Unis d'Europe.

Seulement, ne raisonnons pas en simplistes.

Ces contradictions existent, mais elles sont dans l'organisme social lui-même.

Il y a, à ce point de vue, deux grands courants dans la bourgeoisie.

Le premier est le patriote, le chauvin. Il git dans les classes moyennes de la bourgeoisie,

les industriels, agriculteurs et commerçants de petite ou moyenne force, chez les propriétaires et les rentiers. Ceux-là veulent être défendus dans leurs intérêts de caste, veulent élever des barrières douanières ou autres à la concurrence désastreuse, veulent qu'on les protège, en un mot, et ont une tendance à rétrécir leurs conceptions politiques et sociales à la corporation, à la région, à la nation, ne désirant pas qu'on élargisse le terrain de la concurrence où ils se trouvent mal placés et déarmés. La petite et moyenne bourgeoisie est chauvine par intérêt, et ses intérêts déteignent sur ses opinions.

Il y a aussi les brasseurs d'affaires plus ou moins propres — plutôt moins que plus — pour qui le patriotisme est une source de profits : fournitures à l'armée, placements d'emprunts, concessions coloniales, etc. Ceux-là sont ardemment patriotes, cela se conçoit. Mais ils deviendront tout aussi ardemment internationnalistes dès que la constitution d'un super-Etat permettra de brasser des affaires sous le pavillon international.

Il y a, enfin, le courant du grand capitalisme,

ou plus exactement de la haute finance. Celle-ci

est point placée sur le terrain national. Les cartels, les trusts, les consortiums embrassent tous plusieurs nations, et parfois toute la planète. Ceux-là sont gênés par les barrières douanières, les frontières politiques, les réglementations monétaires et financières spéciales à chaque pays.

Ces colossales organisations capitalistes qui

embrassent un certain nombre de pays, auraient tout intérêt à la création de grands Etats,

et même d'un Etat universel. Outillées et organées pour

APRÈS LE PREMIER AOUT

Paris et sa banlieue occupés avec ostension par la force armée. Des troupes de gardes casqués et de l'U.S. en armes étaient à tous les « points stratégiques ».

Arrestations « préventives » en masse, saisies de journaux, perquisitions non moins arbitraires. Le tout annoncé par certaine grande presse avec le ton d'insolence provocatrice propre aux gens et aux feuilles de police.

Et là-dessus la « conservation sociale » et la « révolution communiste » triomphant à qui mieux mieux. Le Coty réclame modestement dans les journaux à sa soie la « couronne civique » due à l'instigateur des procédés fascistes qui ont, prétend-il, sauvé l'ordre bourgeois. Et les fidèles de Cachin s'applaudissent du succès de leur grande journée.

Retenons les choses au point.

Quelle ressource restait-il donc aux gens qui nous gouvernent pour maintenir leur prestige et se conserver l'indispensable appui des forces réactionnaires. Leur politique de « sauvegarde du franc » a abouti à des effets économiques désastreux. Leur politique étrangère, qui obéit à la pression de puissances politiques et ploutocratiques extérieures et supérieures n'a rien ni d'avantageux ni de glorieux. Restait à sauver à grand fracas la société d'un péril, fut-il imaginaire.

Et quant aux communistes, on peut dire que les répressions gouvernementales ont eu ce résultat avantagé pour eux de donner un aspect d'importance à leur mouvement qui, en lui-même n'a eu et ne pouvait avoir qu'un succès très relatif.

En présence des procédés des Chiappe et des Tardieu pouvons-nous rester indifférents ?

J'entends d'ici la réflexion :

— Ne t'en fais pas trop pour les communistes. Ils en font bien d'autres là où ils sont les maîtres.

Et je ne sais que trop ce qu'elle contient d'exact.

Et il n'est que trop vrai aussi que c'est parce qu'ils ont trop fait l'apologie de la dictature et de ses piès moyens, trop dénigré ce qu'ils appellent de « vains sentimentalismes », trop répudié toute idéologie libertaire, qu'ils ont créé une atmosphère dans laquelle le sentiment d'indignation contre les violences gouvernementales est réduit à son minimum.

Il nous convient néanmoins de nous opposer à la répression, sans nous faire d'autre illusion sur ce que nous aurions à attendre, le cas échéant, de certains de ceux qui en sont aujourd'hui victimes.

En la combattant, c'est d'ailleurs notre propre liberté menacée que nous défendrons.

Plus que jamais la lutte est urgente contre les menées autoritaires et contre les embastilleurs.

Mais d'autres réflexions se proposent au sujet de cette manifestation du premier août et du caractère que lui imposa le parti communiste.

S'il se fut vraiment agi d'une démonstration contre la guerre, nos amis s'y seraient associés comme, malgré de légitimes susceptibilités, ils participeront à d'autres démonstrations.

Mais il s'agissait beaucoup moins de cela que d'un témoignage de loyauté envers la Russie des Soviétiques et au moment même où celle-ci venait de se livrer à une politique d'ultimatum en Chine.

Lutter contre les menaces de guerre est excellent. Assurer l'U.R.S.S. qu'elle pourra compter sur des sympathies agissantes au cas où elle se lancerait dans une petite guerre préventive de défense, en est une autre et à laquelle nous ne voulons à aucun prix participer.

Nous refusons d'être assimilés aux soldats honoraux de l'armée rouge.

Parmi les innombrables risques de conflit actuel nous distinguons qu'il y en a quelques-uns qui menacent l'U.R.S.S. ou dont elle menace.

A tous il convient de s'opposer.

Mais s'il s'agit de légitimer par avance la guerre pour la défense de l'Etat prolétarien comme on a, et parfois les mêmes, légitimé la guerre pour la défense de la Démocratie, de la Justice et du Droit, non, non et non.

On sort d'en prendre.

Et nous n'avons pas assez de tendresse pour cet Etat prolétarien pour estimer qu'il vaille la casse d'une tuerie internationale.

Faut-il nous en tenir à cet « ordre du jour de défiance » que nous pourrions d'ailleurs renouveler contre tous les pseudopacifistes socialistes bourgeois qui déclarent la guerre abominable mais s'accordent à trouver qu'il faudrait tout de même la faire dans tel ou tel cas déterminé, « pour la défense de la paix ».

Il y a évidemment encore autre chose à faire et c'est une des choses les plus importantes que nous puissions nous proposer.

Nous avons à menier notre action et notre propagande à nous contre la guerre, celle qui offre cette originalité de dire qu'il n'y a qu'une seule façon de ne pas participer à la guerre, c'est de se refuser à la faire, soit directement ou indirectement.

Est-il utopique de supposer qu'elle puisse être entendue ? Ou n'est-il pas plutôt improbable que les hommes, les prolétaires consentent à s'entre-tuer pour obéir aux ordres de tel et tel « chef ».

Ce que l'on pourrait plutôt considérer comme surprenant, c'est qu'après la grande horreur, un tel sursaut de répulsion ne se soit déjà produit. Mais tel fut l'écrasement moral, l'abrutissement des générations qui

la subirent qu'elles en sortirent incapables de concevoir ou d'espérer s'évader des conditions imbéciles de vie qu'on leur imposait.

Il n'y a aucune raison pour que les prolétaires pour que les hommes ne s'unissent pas nombreux pour s'opposer à toutes les guerres dont les dirigeants les menacent sous leur pacifisme hypocrite. Aucune répression, aucun Tardieu, aucun Chiappe d'aucun pays ne serait capable d'arrêter cet état-là, tant ses raisons d'être seraient puissantes. Et il aurait bien vite fait de faire croire sous sa pression tous les Etats, toutes les autorités. Ceux qui se seraient groupés contre la destruction imbecile sauraient aussi, renouant les sociétés, s'unir pour la création bienfaisante. Ainsi se réaliserait le passage de la barbarie à l'harmonie humaine.

A ceux-là d'y aider qui ont vraiment horreur de la guerre et de toutes les atrocités sociales !

EPSILON.

UNE LETTRE AUX GOUVERNANTS RUSSES

La lettre ci-dessous vient d'être adressée par le secrétariat de l'A.I.T. au gouvernement russe. On ne la lit pas sans émotion si l'on songe au sort de ce brave camarade Ghezzi.

Nous apprenons de source sûre que le révolutionnaire italien Francesco Ghezzi fut arrêté le 12 mai passé à Moscou par la direction de la police russe. Étant donné qu'officiellement le silence se fait sur cette arrestation, les motifs de cette mesure policière prise contre un réfugié politique nous sont inconnus. Mais précisément ce silence suspect et le fait que nous connaissons Ghezzi comme un militant tout à fait honnête et dévoué à la cause révolutionnaire, nous permettent de supposer qu'il s'agit dans ce cas d'un acte arbitraire politique et finier qui doit s'ajouter à la chaîne sans fin des persécutions pratiquées en Russie contre les révolutionnaires d'opposition.

Tout d'abord on n'a pas respecté en Ghezzi le réfugié politique. Si jusque maintenant ces mesures de répression d'Etat ne s'appliquent que contre les éléments russes d'opposition de toutes nuances, elles sont maintenant également employées sans scrupule, contre les étrangers réfugiés en Russie, s'ils ne veulent pas se soumettre sans réserves au cours politique actuel. La première victime de cette politique arbitraire est le réfugié italien Alfonso Petruini qui semble être définitivement enserré dans les prisons russes. Le même sort est réservé à Ghezzi.

Ghezzi fut incarcéré et condamné en 1921-22 en Italie pour avoir soi-disant participé à l'attentat de la Diana, mais il réussit à échapper à la vindicte de la justice italienne et au danger d'une extradition demandée au gouvernement allemand. Il s'en alla en Russie, croyant que ce pays était un ennemi décidé de la réaction et du fascisme. Il y travailla pendant des années en ouvrier. Il était anarchiste (on le savait en Russie quand on l'y admit) et il est resté anarchiste. C'est là, semble-t-il, son plus grand crime et c'est sans aucun doute la raison de son arrestation actuelle. Car en Russie, comme en Italie, la pensée socialiste libre n'est pas tolérée, on peut donc parler en ce sens d'une réaction communiste d'Etat, qui i ar ses méthodes marche de pair avec la réaction capitaliste.

N'y a-t-il pas une cruelle ironie dans le fait, qu'au moment où Ghezzi fut incarcéré à Moscou pour des « considérations politiques et policières », le général fasciste Italo Balbo (un des complices du meurtre de Matteotti), était reçu à Odessa, à la tête d'une flotte italienne, avec tous les honneurs par les représentants officiels du « premier Etat ouvrier ». Ce triste fait parle lui-même un langage très eloquent et montre nettement que l'espérance qui fut à l'origine de la révolution d'octobre n'a pas encore de moins à ce qu'on sache atteint un grade aussi élevé...?

A la tienne Aristide

Comme vous le savez, Briand est parti à La Haye pour y discuter avec les gouvernements de tous les pays sur ce qu'ils appellent pompeusement l'organisation de la paix.

Le barbier du royaume souhaite bon voyage en ces termes :

« Briand va donc partir. Sennep nous le montre un brin d'olivier au bœuf. Je lui souhaite une cartouche de dynamite dans le derrière pour que le misérable explose avant les explosions qui tueront la patrie et nous laisseront un nouveau cimetière de trois millions d'hommes. »

Ce serait là un curieux spectacle surtout si Maurras voulait lui donner la réplique.

Le bout de l'oreille

A fond, ça n'a pas marché aussi bien que veulent bien le crier sur tous les toits les journalistes de l'Humanité.

F. A. ne paraît pas tellement satisfait lorsqu'il écrit :

« C'est pourquoi le rôle du comité de parti doit être dans les semaines qui viennent de recruter en masse tous les sympathisants qui se sont « révélés » à nos yeux pour le Premier Août, en même temps qu'il faut soumettre toute notre organisation à une épuration sévère sur la base de la question : « Qu'as-tu fait le Premier Août ? »

Voilà une question susceptible, en effet de provoquer bien des coups sombres et ceux qui la poseront le feront sans doute pour éviter qu'on leur pose à eux-mêmes. C'est la bonne méthode...»

L'internationale policière

Les journaux annoncent la tenue en novembre à Paris, d'un congrès international des chefs de la police de 40 états. Ces « messieurs » se réuniront pour « se mettre d'accord sur la modernisation des moyens de répression des crimes ou délits ».

On sait ce que parler veut dire. Et l'on peut se faire une idée de l'aggravation de souffrances qui résultera de cet accord international policier pour les camarades obligés de fuir les pays de dictature.

Mais on ne sait pas si la police russe sera représentée...

Le chef de la tchéka serrant la main à Chiappe : quel beau sujet de pendule... LE ROMANICHEL

PROPOS d'un PARIA

Ainsi que nous le prévoyions — et sans avoir fait pour cela le moindre effort cordial — dans notre dernier numéro, le ministre Tardieu a remporté sur le parti bolcheviste, la grande victoire escomptée. On ne me fera pas croire que le gouvernement bourgeois soit si mal renseigné pour qu'il n'ait pas été convaincu à l'avance que tout ce déploiement de troupes et de gens de police était superflu pour rétablir un « ordre » qui ne risquait pas d'être troublé.

Mais il faut bien justifier, aux yeux des puissances d'argent et des bourgeois timorés habituels lecteurs de Kerillis ou de Coty, les sommes formidables qu'engloutit le budget de la police et de l'armée. Si le bluff, du côté gouvernemental était manifeste, il est non moins éclatant du côté bolcheviste.

Alors qu'il ne s'est rien passé le 1^{er} août, ce que les quelques petites échauffourées ne peuvent raisonnablement être qualifiées de « manifestations de masse », nous avons vu l'Humanité, à grand renfort de manchettes criant victoire et proclamer que les objectifs ont été atteints.

Je sais bien qu'il est dur de reconnaître la vérité qui est exactement que les masses travailleuses se sont royalement désinteressées en ce 1^{er} août de la pénétration russe en Chine et qu'elles ne semblent pas disposées à se faire casser la figure par les troupes de Chiappe pour des questions de haute ou de basse politique qui n'ont rien à voir avec l'émancipation et le mieux-être humains.

Donc, d'après l'Humanité, le 1^{er} août a marqué un pas en avant dans la lutte contre le régime. A l'en croire, les cheminots, les employés de la S.T.C.R.P., les ouvriers des abattoirs et ceux des usines, les grattapapiers de tous poils et autres exploités de bureaux, de la terrasse et le bâtiment, tous les travailleurs en somme, ont manifesté suivant les mots d'ordre du Parti en faveur de la politique du gouvernement russe : on a vu un drapé rouge aux abattoirs de la Ville et un autre au dépôt de la gare de Montrouge ; mais oui ! Et puis, les membres de la cellule de telle usine se sont plusieurs fois réunis pendant la minute de silence et ont ensuite serré les poings d'une manière tellement significative que le régime pourrait bientôt s'en ressentir. Et pendant ce temps les détenus politiques de la Santé, en un geste héroïque, refusaient pendant 48 heures — toute nourriture.

Donc ça a bardé et ça bardera davantage à la prochaine occasion, soyez-en sûrs, lorsque sera parfaite l'organisation du travail clandestin (?), dont s'occupent les techniciens et qui permettra sans doute de manifester en travaillant, sans que personne, sauf les initiés, puissent s'en apercevoir.

Et dire qu'il y a de braves types qui prennent au sérieux tous ces mirontons-là ! — Pierre Mualdes.

Aux Hasards du Chemin...

Le Colonel Monmousseau

A l'occasion du 1^{er} août, les journaux bourgeois ont publié une photographie qui voulait représenter Monmousseau en colonel de cosaques — rouges naturellement — en train de haranguer ces pauvres Russes qui ne mériteraient par cela.

Car le bougre n'est pas drôle !... Or, cette photo, l'Humanité l'assure, est un faux. C'est bien possible. Mais quel tort cela peut-il bien faire au parti communiste que l'un de ses dirigeants soit promu au grade de colonel rouge. Il y a des précédents. Peut-être cette distinction a-t-elle froissé l'amour-propre de cet autre cosaque de Cachin qui n'a pas encore de moins à ce qu'on sache atteint un grade aussi élevé...?

A la tienne Aristide

Comme vous le savez, Briand est parti à La Haye pour y discuter avec les gouvernements de tous les pays sur ce qu'ils appellent pompeusement l'organisation de la paix.

Le barbier du royaume souhaite bon voyage en ces termes :

« Briand va donc partir. Sennep nous le montre un brin d'olivier au bœuf. Je lui souhaite une cartouche de dynamite dans le derrière pour que le misérable explose avant les explosions qui tueront la patrie et nous laisseront un nouveau cimetière de trois millions d'hommes. »

Ce serait là un curieux spectacle surtout si Maurras voulait lui donner la réplique.

Le bout de l'oreille

A fond, ça n'a pas marché aussi bien que veulent bien le crier sur tous les toits les journalistes de l'Humanité.

F. A. ne paraît pas tellement satisfait lorsqu'il écrit :

« C'est pourquoi le rôle du comité de parti doit être dans les semaines qui viennent de recruter en masse tous les sympathisants qui se sont « révélés » à nos yeux pour le Premier Août, en même temps qu'il faut soumettre toute notre organisation à une épuration sévère sur la base de la question : « Qu'as-tu fait le Premier Août ? »

Voilà une question susceptible, en effet de provoquer bien des coups sombres et ceux qui la poseront le feront sans doute pour éviter qu'on leur pose à eux-mêmes. C'est la bonne méthode...»

L'internationale policière

Les journaux annoncent la tenue en novembre à Paris, d'un congrès international des chefs de la police de 40 états. Ces « messieurs » se réuniront pour « se mettre d'accord sur la modernisation des moyens de répression des crimes ou délits ».

On sait ce que parler veut dire. Et l'on peut se faire une idée de l'aggravation de souffrances qui résultera de cet accord international policier pour les camarades obligés de fuir les pays de dictature.

Mais on ne sait pas si la police russe sera représentée...

Le chef de la tchéka serrant la main à Chiappe : quel beau sujet de pendule... LE ROMANICHEL

SUR LA JOURNÉE DÉMAGOGIQUE

Il n'est pas trop tard pour tirer les enseignements et les nécessaires conclusions que comportent la désormais fameuse manifestation du 1^{er} août.

Tout d'abord il convient d'élever notre protestation contre la violence policière et les excès gouvernementaux si semblables aux méthodes fascistes. Nous protestons contre la répression stupide dirigée contre les bolchevistes qui, bourreaux en Russie, victimes en ce pays, devraient être pourtant les derniers à se plaindre de ces méthodes dont pour la Russie ils chantent l'excellence et admirent l'efficacité.

Cette manifestation aura démontré, ayant tout, la volonté de la bourgeoisie et réprimer arbitrairement à l'avenir, toute manifestation, de briser toute protestation de la classe ouvrière. En effet, depuis ces dernières années la bourgeoisie a renforcé considérablement son pouvoir, et forte de son expérience, elle compte bien désormais juguler les moindres veillées de révolte ou de revendication des classes laborieuses.

Cela dit, il nous faut dénoncer la criminelle insouciance du parti bolcheviste et de l'Internationale Communiste, qui pour des biais absolument étrangers aux intérêts de la classe ouvrière, s'essayent à lancer celle-ci dans des aventures dont évidemment elle paiera tous les frais, sans profit aucun pour elle.

Le 1^{er} août a été avant tout un complot contre la classe ouvrière. Car nous estimons alors qu'il apparaît clairement que présentement elle est incapable de mener, avec quelques chances de succès, la moindre lutte et même de pouvoir répondre aux coups qui

Les Philosophes Français du XVIII^e Siècle ET LA QUESTION SOCIALE

Parler de socialisme à propos des thèses soutenues par les écrivains français du XVIII^e siècle est sans doute une grande hardiesse. M. Lichtenberger dans son livre *le Socialisme au XVIII^e siècle* l'a eue. Il ne saurait sans doute être question de discerner dans les ouvrages des principaux penseurs de cette époque un corps de doctrine cohérente qu'on puisse appeler socialistes. Cependant, on ne peut nier sérieusement que nombre de philosophes et d'économistes de cette époque ont posé la question sociale sinon dans toute son ampleur du moins dans certains de ses aspects, préparant ainsi les voies de ceux qu'on a appelé un peu dédaigneusement (et injustement) les socialistes utopistes et plus tard à Karl Marx lui-même et au socialisme scientifique.

Les principaux philosophes du XVIII^e siècle apparaissent socialistes en ce que, tout d'abord, la plupart d'entre eux critiquent le droit de propriété individuelle.

Justifiant leurs idées à l'inversion des lois de la Nature, ils déclarent condamnable la distinction du tien et du mien. « Otez la propriété », écrit Morelli, il n'y a plus de passion, plus d'idée de mal moral ». L'appropriation personnelle d'une partie quelconque du domaine indivis qu'est la Nature est donc la source de tous les maux. Dans une société bien faite (celle que tous les philosophes du temps rêvent d'établir), tout doit donc revenir à tous. Dans cette société... rien n'appartiendra à personne... tout citoyen sera homme public, tout citoyen contribuera à l'utilité publique. » (Idem — Code de la Nature).

De cette position doctrinale en matière économique, il faut rapprocher la position que prennent les philosophes en matière morale. On peut dire, qu'à cet égard, leur attitude est double : utilitaire et égalitaire. Cette attitude s'explique elle-même par le matérialisme philosophique qu'ils professent tous, presque sans exception.

Ils établissent tout d'abord en effet la matérialité du monde. Reprenant les théories sensualistes des philosophes anglais, ils nient toute essence spirituelle à l'être humain. Là-dessus, ils sont presque unanimes. « L'homme n'est qu'un animal », écrit La Mettrie, un assemblage de ressorts. » S'ils se réclament de la méthode de Descartes, ils abandonnent sa doctrine rationaliste et spiritualiste. D'Holbach écrit : « L'homme est un être purement physique... il tend à conserver l'existence... » La morale et la politique doivent s'en souvenir. Elles doivent oublier le dogme de la spiritualité et considérer les hommes comme des animaux égaux ayant droit à une égale somme de bonheur.

Ou voit-on tend ici la donnée matérialiste... « Les lois, continue en effet d'Holbach, pour être justes doivent avoir pour but l'intérêt général de la société... » L'intérêt général se résout donc, en dernière analyse, en une somme d'intérêts particuliers égaux. La société doit répartir également ses avantages et ses biens. « Le laboureur ne se distingue pas essentiellement du plus grand génie » conclut La Mettrie.

Mais — et c'est ici que nous entrevoyons l'aspect politique (on pourra dire polémique) de la doctrine de ces philosophes, puisque les hommes sont égaux, il n'est donc pas juste que certains d'entre eux soient élevés et d'autres abaissés. Le matérialisme aboutit logiquement à l'égalitarisme. En vain prétendra-t-on opposer à cette incontestable proposition, on ne sait quelle notion de mérite qui suffirait à classer les hommes et par suite à justifier ce que nous appellerions aujourd'hui les différences de leur niveau de vie. Rien de plus arbitraire et rien de plus faux que cette notion de mérite. Sur quelle base la fonder ? Sur l'utilité sociale ? Si l'on mesure, dit en substance d'Helvétius, le grandeur des esprits par la grandeur des objets considérés, le physicien a beaucoup plus de mérite que le grand seigneur. Alors, pensera-t-on, il est juste de mesurer le mérite à l'intelligence...

Mais qu'est-ce donc que l'intelligence ? Chacun n'en possède-t-il pas une particulière incommensurable à celle de quiconque ? D'ailleurs la supériorité de l'esprit dépend des circonstances, de l'éducation et rien n'est plus injuste que la façon dont on distribue l'éducation.

Voici donc la théorie égalitaire nettement exprimée. Elle contient une théorie de la lutte des classes qu'on trouvera à plusieurs reprises chez Voltaire, Diderot, Jaucourt et, d'une façon générale chez tous les Encyclopédistes. Une société fortement hiérarchisée (comportant à la base des travailleurs dénués de tout droit et au sommet un roi absolu) celle où ils vivaient était donc, aux yeux des Encyclopédistes, le type de la société mal faite. Le statut qui faisait du roi l'unique propriétaire et seigneur de la terre et des hommes était le comble de l'erreur. « L'homme ne peut être la propriété d'un souverain », écrivait Diderot. Et Voltaire : « Le plus grand nombre des hommes demeure sous l'autorité d'un seigneur. » Dans l'Encyclopédie (l'article « Homme »), dans les Lettres Anglaises, il prend une attitude nettement égalitaire. Il est injuste que ceux qui n'ont pas de récoltes, déclare-t-il. Il est injuste que la société soit divisée en classes. Le mot lui-même se trouve dans Jaucourt, le principal ouvrier, avec Diderot, de l'Encyclopédie. Dans l'article « Indigence » il écrit : « Une des suites les plus fâcheuses de la mauvaise administration, c'est de diviser l'humanité en deux classes d'hommes... ceux qui vivent dans l'opulence et ceux qui vivent dans la misère.

Ainsi le matérialisme du XVIII^e siècle aboutit à l'égalitarisme et à une théorie des classes. Sans doute l'une et l'autre de ces deux notions ne se trouvent-elles pas nettement exprimées. Sans doute aussi le matérialisme des Encyclopédistes est-il très différent de celui que Marx empruntera à Fenerbach. Il n'en est pas moins vrai que de l'un à l'autre la filiation s'établit nettement. Il suffit d'ajouter au maté-

rialisme des philosophes français, l'idée du mouvement, de faire de ses postulats le terme d'un processus d'évolution biologique et historique pour en tirer le matérialisme dynamique sur lequel se fonde le marxisme.

Il est donc faux de prétendre qu'on doit attendre le XIX^e siècle pour que se trouve posée la question sociale. Si l'effort constructif des philosophes du XVIII^e siècle apparaît peu considérable ou chimérique, en revanche leur effort critique en fait des précurseurs de la pensée socialiste. Il est bon de dissiper à cet égard quelques erreurs et quelques préjugés qui font de certains d'entre eux, et particulièrement de Voltaire, des défenseurs de l'aristocratie et du privilège. Si l'auteur de Candide ne prononce pas sur la question sociale, s'il se désie même des emportements du peuple trop fanatisé, il prend presque toujours parti pour le faible contre le fort... Il veut qu'on donne au peuple des « lumières ». Il déclare (Cf. l'article « Homme »), que le peuple est la classe la plus occupée et aussi la plus vertueuse. Il raille l'aristocratie guerrière de son temps, et sa profession « fondée sur le malheur d'autrui ».

Dans l'article « Peuple », il se livre à un travail de discrimination (d'ailleurs volontiers décalomate) pour déterminer le véritable « producteur » : le peuple. En luttant contre le despotisme, l'ignorance, le préjugé et le privilège, les philosophes français du XVIII^e siècle ont donc, pour la première fois avec quelque ampleur, nettement posé la question sociale. En critiquant, en décrivant, en dénonçant certains faits sociaux ou certains abus, ils ont lancé certaines idées et certaines théories qui feront leur chemin et qui puissent les penseurs socialistes qui leur succéderont. Il est donc injuste de leur refuser certains droits de priorité en matière sociale. Ils furent, à plus d'un titre, des précurseurs clairvoyants et courageux. Les historiens de la pensée socialiste ne peuvent l'oublier.

LASHORTES.

LES BONNES PAGES

Fragment d'un discours prononcé par Proudhon à l'assemblée nationale, le 31 juillet 1848

En 93, si la mémoire ne me trompe, un impôt du tiers fut frappé sur le revenu. Je ne vous dirai point comment fut établi cet impôt, comment il fut accusé, ce qu'il rendit. Ce que je veux vous faire remarquer et qui seul importe en ce moment, c'est qu'en 93 la propriété paya sa dette à la révolution. A cette époque où il s'agissait d'être ou de n'être pas, la propriété, chose rare, fit un sacrifice au salut public : ce souvenir lui est resté comme un des plus atroces de ces jours immortels.

Depuis lors, depuis cinquante-six ans, la propriété, je veux dire le revenu net n'a contribué en rien à la chose publique (Défessions et rires). Vous riez après.

L'impôt établi, sur le principe de la proportionnalité sa seule base possible, a pesé constamment de tout son poids, sur le travail. Le travail seul, je le répète à dessein, afin que l'on me contredise, le travail seul paie l'impôt, comme il produit seul la richesse.

La révolution de 48 est arrivée. Ses dangers, ses angoisses pour être d'une nature tout différente, ne sont pas moindres que ceux de 93. Il s'agit donc de savoir si la propriété, si le revenu net, en tant qu'il se spécialise et se sépare du produit brut veut faire pour cette révolution quelque chose !

En 93, la révolution combattait contre le despotisme et contre l'étranger.

En 1848 la révolution a pour ennemis le paupérisme, la division du peuple en deux catégories, ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas.

L'objet de la révolution de février s'est formulé tour à tour de différentes manières :

extinction du paupérisme ; organisation au travail ; accord du travail et du capital ; émancipation du prolétariat ; tout récemment droit au travail ou garantie du travail.

Cette formule du droit au travail ou de la garantie du travail est celle que vous avez adoptée dans votre projet de Constitution (a, 2, 7 et 132) et que vous maintenez, je n'en doute pas. (Bruit).

Acceptant donc la détermination ainsi faite de la question révolutionnaire, le droit au travail, j'arrive tout de suite à ma position et je me demande : en quoi consiste le droit au travail et comment est-il possible de le réaliser ?

Le droit au travail voilà le problème.

La solution, voilà ce que je recherche. Et, afin de ne pas vous tenir plus longtemps en haleine je vous dirai tout d'abord que ma proposition a pour but, non pas précisément de donner la solution mais d'en fourrir les moyens. Cela même, direz-vous suppose que vous connaissez la solution ! Je vais donc vous dire en peu de mots, ce que j'en pense.

Le travail pourrait être garanti si la production avait un débouché sans limites ; voilà mon premier raisonnement. Je ne crois pas qu'à cet égard je rencontre de contradicteurs. Si le travail pris dans sa collectivité était continuellement plus demandé qu'offert, il est évident que la garantie

du travail existerait ; elle n'aurait pas besoin des promesses de l'Etat ; elle ne compromettait point la liberté ni l'ordre. A cela point de difficulté.

Qu'est-ce donc qui nous empêche d'avoir en nous-mêmes un pareil débouché ? La puissance de consommation, dans la société comme dans l'individu, est infime ; et si la plus grosse fortune ne suffit jamais à un homme qui sait vivre, quelle pourrait donc être la consommation d'un pays où l'amour du bien-être, le goût du luxe, le raffinement des mœurs sont poussés, à un si haut degré qu'ils sont parmi nous, si la faculté de consommer était donnée à ce pays dans la mesure de ses besoins.

N'est-il pas évident que si, au lieu du produit chiffré de 10 milliards qui ne donne pas à chacun de nous 75 centimes par jour, il nous était permis de dépenser 100 milliards, 7 f. 50 par jour et par tête, nous les dépenses ? (Mouvements).

Je ne dis pas que nous puissions en arriver là maintenant, mais je dis que nous sommes capables de les dépenser. (On rit).

Ce n'est donc pas, au fond, la volonté de consommer, par conséquent le débouché, qui manque : c'est que la consommation est mal servie.

Il y a quelque chose qui l'empêche, qui met sur elle l'interdit. Les magasins regorgent, et la population est née ; le commerce est stagnant et le peuple ne vit que de privations ! Tous, tant que nous sommes nous voulons d'abord le bien-être et ensuite le luxe ; nous produisons autant qu'il est en nous, ce qu'il faut pour combler nos désirs ; les richesses sont là qui nous attendent, et nous restons pauvres !

Quel est donc ce mystère ?

Ce qui empêche la consommation, ce qui par une conséquence nécessaire met le veto sur le travail, c'est que la circulation des produits est entravée. Et la circulation est entravée :

1^o Par l'emploi exclusif de l'or et de l'argent comme instrument d'échange ;

2^o Par le loyer ou péage qu'il faut payer pour s'en servir ;

3^o Par l'assimilation qui a été faite de tous les capitaux et instruments de production, notamment du sol, à l'instrument de circulation, au numéraire en ce sens qu'on a établi partout sur les instruments de travail comme sur l'argent, des péages et qu'on a rendu, pour les détenteurs oisifs des corps essentiellement inertes, productifs d'intérêts ;

4^o Enfin par la fascination de l'or et la fureur du monopole dont les effets sont que chacun, au lieu de produire pour jour, et par conséquent de consommer dans la mesure de son travail produit pour accumuler soit de l'or soit des capitaux et, au moyen de cette accumulation, s'exempter ensuite du travail, vivre sans produire, exploiter les travailleurs.

Ainsi, tandis que le produit de la France pourra être facilement de 20 à 30 milliards, il est tout au plus de 10 ; et sur ces 10 milliards qui devraient se consommer et se renouveler sans cesse il en est un cinquième, un quart, mis en réserve sous prétexte d'économies, détourné de la circulation, retranché de la consommation, un quart qui demeure stagnant et qui, par la même réfoule d'autant la production, le travail.

500 millions placés à la Caisse d'épargne sont 500 millions de commandes enlevés à la classe ouvrière, 500 millions de déficit sur les salaires, 500 millions à déduire sur le bien-être du peuple. (Rumeurs).

Le peuple, plus avancé sur ce point que les économistes commence à le comprendre ; la classe ouvrière a analysé la puissance secrète qui arrête la circulation, ferme le débouché, amène fatallement la stagnation et la grève. Aux yeux du prolétariat, les caisses d'épargne et de retraites sont le sauve-qui-peut de la société moderne. Les financiers ignorent ces choses-là ou, s'ils les savent, ils les dissimulent ; il y va de leur privilège !

Je reconnaiss donc, et je n'éprouve pas la moindre peine à faire cette déclaration, je reconnaiss, j'affirme que la garantie du travail est incompatible avec le maintien des usures et péages établis sur la circulation et les instruments de travail, avec les droits seigneuriaux de la propriété (Exclamations).

Ceux qui prétendent le contraire peuvent se dire phalanstériens, girondins ou montagnards ; ils peuvent être de forts honnêtes gens et d'excellents citoyens ; mais, à coup sûr, ils ne sont pas socialistes ; je dis plus ils ne sont pas républicains. (Nouvelles exclamations).

Car de même que l'égalité politique est incompatible avec la monarchie et l'aristocratie, de même l'équilibre dans la circulation et dans l'échange, l'égalité entre la production et la consommation, en autres termes la garantie du travail, est incompatible avec la royauté de l'argent et l'aristocratie des capitaux. Et comme ces deux ordres d'idées sont essentiellement solidaires, il faut conclure encore que la propriété, le revenu net, qui n'existe que dans la servitude est impossible dans une république et que de deux choses l'une où la propriété emportera la République ou la République emportera la propriété. (On rit. — Vive agitation).

Je regrette citoyens, que ce que je vous dis vous fasse tant rire car ce que je dis ici vous tuera (Oh ! Oh ! — Nouvelles rires).

Le peuple a marché sur le corps aux rois et aux prêtres coalisés contre lui ; il en fera de même aux nouveaux tarifaires politiques assis à la place des anciens. — CONDORCET.

Le Bureau International Antimilitariste et le Congrès Mondial contre l'oppression coloniale

Le deuxième Congrès de la Ligue contre l'imperialisme et pour l'Indépendance nationale a eu lieu à Francfort-sur-le-Main du 21 au 27 juillet 1929.

Oubre les pays européens, les 257 délégués de toutes races et de toutes couleurs ne représentent pas moins de 33 pays : les Indes néerlandaises, les Indes britanniques, les États-Unis, le Mexique, Vénézuela, Cuba, la Colombie, l'Argentine, l'Uruguay, le Pérou, la Corée, la Chine, l'Indochine, l'Afrique méridionale, la Palestine, l'Egypte, l'Annam. D'autre part, 50 délégués de pays divers n'ont pu assister au Congrès du fait que leurs gouvernements respectifs les en ont empêchés, soit en leur refusant un passeport, soit en les faisant arrêter.

En considérant cette assemblée du point de vue politique, on y remarque tout au contraire de diversité. Bien que le Congrès ait un caractère révolutionnaire prononcé, les tendances nationalistes bourgeoisies sont fortement représentées. A côté d'eux, se trouvent les éléments de gauche de la Deuxième Internationale, comme le président du Congrès Maxton, qui est en même temps le président du parti ouvrier indépendant (ILP) de Grande-Bretagne, et le secrétaire de l'Internationale moderne des Transports, Eddie Fimmen.

Les principaux participants au Congrès, c'est-à-dire les délégués des peuples des colonies, présentent toutes sortes de nuances. Contrairement à ce qui s'est passé à ce congrès, le délégué Goupila déclare que les Indes britanniques se préparent, au moyen de la non-coopération, à se libérer de l'emprise anglaise. (La non-coopération est le refus de toute collaboration avec l'opposant anglais, le refus de payer l'impôt, et autres tactiques de résistance passive.) Elle sera mise en application le 3 janvier 1930, si à cette date, une indépendance pleine et entière n'a pas été accordée à ce pays.

Chiu Wito vient faire un exposé de la question chinoise, après quoi Müller Lehning a l'occasion d'expliquer, d'une manière aussi brève que claire, ce que le B. I. A. entend par tactique antimilitariste révolutionnaire.

Vu le marche de la révolution chinoise, le conflit pendu entre la Chine et la Russie et les conceptions de la majorité des congressistes, Müller Lehning met à l'ordre du jour la question de savoir si la guerre et les méthodes militarisées d'affranchissement prolétarien peuvent encore être considérées comme acceptables. Il rappelle qu'à Bruxelles déjà, il a souligné les dangers de ces méthodes. Le développement des événements en Chine, où les mêmes généraux qui furent acclamés au Congrès de Bruxelles, ont actuellement institué un Gouvernement fasciste terrorisant, ouvriers et paysans de la plus épouvantable façon, a confirmé éloquemment ces prévisions. Tous ces événements ne sont possibles que par la complicité des travailleurs de race blanche qui fabriquent et transportent des armes pour la Chine. Le meilleur soutien que le prolétariat de race blanche puisse accorder aux races de couleur opprimées, consiste à détruire l'appareil militaire d'imperialisme par la grève générale révolutionnaire.

En outre, l'affranchissement des peuples opprimés est ayant tout problème d'économie sociale qui ne peut être résolu par des méthodes belliqueuses. C'est pourquoi nous applaudissons aux méthodes de lutte des Indiens, tant pour leur résultats pratiques que du point de vue des principes. La Révolution russe étant, pour nous, autre chose que le Gouvernement de Moscou, nous accepterions, nous aussi, les moyens les plus désespérés pour empêcher toute attaque armée contre la Russie. Mais nous ne désirons pas déclarer solidaires de la politique du Gouvernement de Moscou et nous nous voyons obligés de rejeter des modes d'action dont l'unique résultat est d'organiser la guerre sur une base toujours plus large.

Si, selon la conception de Pollitt, la Ligue n'est pas une invention communiste, elle n'a pas plus le droit de se placer sous la dictature d'un parti particulier, ou d'un système gouvernemental quelconque. Il faut trouver une base idéative, sur laquelle les organisations anti-imperialistes non-communistes puissent collaborer dans la Ligue à l'affranchissement de toutes les classes et de toutes les races du monde entier.

Ces conceptions du B. I. A. provoquent bien quelques protestations, mais aucune objection de principe ne leur fut opposée. Les communistes essayèrent de disqualifier ces vues comme étant pacifistes et un soutien apporté à l'imperialisme, parce que le B. I. A. ne désire pas suivre la politique gouvernementale russe.

Au Congrès se manifesta l'existence de

TRIBUNE SYNDICALE

LA LEÇON DU 1^{er} AOUT

Le Parti communiste avait écrit dans « l'Humanité », que la journée du 1^{er} aout ne devait être à aucun prix considérée comme une journée ordinaire « son but est véritablement de réaliser un tournant historique dans le mouvement ouvrier ». Rendons cette justice au parti communiste qui a su voir juste dans la circonstance, à la différence près que le *tournant historique* ne s'est pas effectué dans le sens indiqué, c'est-à-dire vers une vitalité renaissance du prolétariat. La « Journée Rouge » a été une « Journée Blanche ». La rue a été prise, mais non pas par la classe ouvrière. Cette erreur — dont nous ne nous attarderons pas à rechercher la sincérité — n'est point faite pour nous étonner. Nous la laissons prévoir ici-même au lendemain du 1^{er} mai, et son dernier terme sera, nous le répétons, le putsch. Si peu nombreux que soient les chefs communistes courageux, il en restera encore quelques-uns pour se lancer dans l'aventure qui sera d'autant plus proche qu'ils sentiront s'amenuiser leur influence politique sur les masses ouvrières.

Sans être au vrai au « tournant historique », ce premier aout marquera un moment historique du rapport entre les classes en dépit du sourire ironique que nous avons perçu sur certaines lèvres, ou de la légèreté dédaigneuse de certains articles de la presse ouvrière. En raison même de ce caractère, il importe d'examiner sérieusement, et autrement qu'en dressant un préambule contre le parti communiste, ce qui a été non seulement la manIFESTATION, mais l'ensemble de la situation.

Le parti communiste n'est pas resté fidèle à l'enseignement de Lénine qui n'hésitait pas à déclarer publiquement qu'il s'était trompé et revenait sur une position de repli. Cette infidélité à une règle du maître lui sera fatale, car de nouveau quoiqu'en dise le parti communiste, l'énergie de la manifestation est incontestable. Non seulement les travailleurs n'ont pas pris la rue, mais encore le travail n'a pas cessé dans les usines ce jour-là. Pourtant, le parti communiste avait mis de nombreux atouts dans son jeu. Après avoir abandonné le mot d'ordre de grève générale de 24 heures initialement lancé, le parti communiste s'était rabattu sur une tactique pas mauvaise du tout dans la circonstance et qui consistait à rentrer dans les usines le matin et ne les abandonner qu'une heure avant midi. Cette tactique était la seule susceptible d'entrainer le maximum de travailleurs dans la grève : il est plus facile de faire débrayer une usine que d'empêcher, le matin, de la faire embrayer, surtout quand la police est en force devant les portes.

D'autre part, depuis trois mois « l'Humanité » menait une vigoureuse campagne de préparation pour le 1^{er} aout. Si vraiment l'appréciation du parti communiste sur le degré de radicalisation des masses ouvrières était juste, ces deux éléments conjugués, préparation et tactique de débrayage, devaient assurer la réussite totale de la manifestation, en dépit de l'arrestation à la presque dernière heure, des militaires et la saisie de l'« Humanité ».

De l'échec de cette manifestation faut-il en déduire que l'influence communiste est nulle sur les masses ouvrières ? D'aucuns le proclament déjà, laissant-les se donner des satisfactions, notre tâche est autre. La manifestation du 1^{er} aout nous permet justement non pas de nier l'influence du parti, mais d'en dégager la nature plus exactement que nous l'avions déjà fait.

Les conditions de vie qui sont de plus en plus difficiles pour les travailleurs, engagent naturellement chez eux un mécontentement qu'il faut être largement pourvu soi-même pour ne pas comprendre. Parallèlement se poursuit, à une cadence accélérée, une « prolétarisation » des masses ouvrières sous la forme de la destruction des catégories professionnelles, réduisant ainsi les moyens de résistance prolétarienne au minimum.

De cet état de fait, et suivant la prédiction marxiste, les communistes ont déduit que la « prolétarisation » s'accompagnerait automatiquement d'un esprit révolutionnaire des masses prolétariennes, d'où leur effort considérable dirigé vers les couches inférieures du prolétariat et leur affirmation de la « radicalisation » de la classe ouvrière. Le malheur est que les faits infirment actuellement la thèse marxiste et que si il y a vraiment prolétarisation, il n'y a pas révolte mais résignation. Par conséquent, l'influence communiste ne s'exerce que dans la mesure où sa politique se plie jusqu'à se confondre avec le désir de satisfactions matérielles immédiates que nourrissent les masses ouvrières. Au-delà de cette limite, l'influence communiste n'existe plus. C'est en vain que le parti communisme fera appel au prolétariat pour la réalisation du moindre chapitre de son programme. Le prolétariat — il faut le dire — n'a ni conscience de sa valeur ni de son rôle, et il n'est peut-être pas seul responsable de ne l'avoir pas appris. Pour nous, donc, l'échec de la manifestation ne marquerait pas la chute irrémédiable de l'influence communiste si le parti restait dans la ligne que nous avons indiquée plus haut.

Si le parti communiste jouissait d'une plus grande liberté de mouvement vis-à-vis de l'Internationale Communiste — ce qui lui permettrait d'atteindre, entre autres choses, une homogénéité politique qu'il n'a jamais eue en dépit de sa discipline rigoureuse — peut-être pourrait-il distinguer la nature exacte de son influence sur les masses ouvrières et agir en conséquence. Alors l'échec du 1^{er} aout n'entraînerait pas irrémédiablement la perte de son influence. Cependant l'attitude publique que le parti a prise dès le 2 aout semble lui fermer cette voie. Attitude qui a comme aboutissement logique, nous le répétons, le putsch.

La valeur historique de ce 1^{er} aout réside dans les mesures que la bourgeoisie a prises pour se protéger. Des esprits faciles ont exercé leur ironie ou leur verve sur ce qu'ils ont appelé des « précautions disproportionnées avec le danger couru ». Ils n'ont vu toutes ses forces armées déployées

LE LIBERTAIRE

C. G. T. S. R.

Du bluff à la réalité

En principe, il est aussi facile d'écrire un cent aussi bien qu'un million, c'est d'ailleurs avec cette formule que les Orthos réussissent à tricher les lois de l'arithmétique.

Ainsi, lorsque dans une réunion corporative... dix disciples ont répondu : présent, le lendemain, je « Pravda » a ajouté un zéro au nombre, ça fait cent. Ça fait surtout mieux auprès du lecteur qui ne participe à aucune action, n'est même pas syndicale, mais appartient au grand parti des petites masses.

Si l'on ajoute un joli zéro, on obtient, si c'est une démonstration ou l'appel aux masses à rester pendant des semaines, comme la grande journée du Grand Soir, ça a beau être un gigantesque fiasco, nos moscoutristes alors enlignent les chiffres.

Ca fait toujours très bien pour les croyants qui lisent et pensent alors que c'est arrivé.

En mathématiques, le problème posé des équivalences est autrement ardu à résoudre et les équations ne peuvent être tronquées, même à plusieurs décimales.

Ne reviennent pas sur de vieilles affaires ou même sur la plus récente qui remonte au premier de ce mois, tout cela reste classé parmi l'histoire ancienne.

Tout de même en ce qui concerne notre industrie, ouvrons une parenthèse quand il s'agit de « mouvements corporatifs » et sachons distinguant entre les mots échecs et victoires.

Exemple : la dernière grève des métiers en construction, déclenchée par la U. A., est un échec retentissant puisqu'au contraire le patronat connaît à lock-out quelques centaines de commagnons.

La Pravda a, cependant, crié à la victoire et alors... Un des galvanisés, par ordre bien entendu, nous disait l'autre jour : « Y a qu'Eusses qui font queuchoses, vous, que date ! » Par contre, disons-nous, il y a un « distingu » entre faire quelque chose de bien et quelque chose de mal.

Nous jugeons, nous, que déclencher des mouvements de boites, de chantiers, voire des grèves générales sur tous les ordres c'est faire quelque chose de mal, car, à ce moment, le « travail » ainsi exécuté est un « travail » de parti de patrons.

Le but recherché et toujours Par Ordre est la propagande maisine en faveur d'un parti, parti hybride et de faiseurs. Or Eusses sont rétribués pour accomplir ces besognes que nous qualifions besognes d'assachement, car elles empêchent des syndicats sérieux de s'occuper de la véritable misère des vrais prolos de la Bataille. C'est précisément cela qui nous répugne à soutenir ou même à contempler, car cela attire et affecte.

Un autre de ces bons moscoutristes nous faisait à la face l'autre jour : « Tout ce qui n'est pas à la U. A. est traitre, renégat et jaune ». Pauvre misére, pauvre fanatique qui n'a pas connu le temps où, sur les chantiers, nous luttions personnellement contre les jaunes des Biétry et William Fortier.

Au contraire, nous disons que nous ne faisons aucune distinction entre le porteur d'une carte d'Autonomie Corporatif, ou de la vieille C. G. T. ou même de la U.

Il suffit que le syndiqué sache pourquoi il l'est, qu'il n'obéisse à aucun mot d'ordre, qu'il s'entende avec ses frères de misère si ne réussit à les convaincre à l'une ou l'autre école, du moins s'il y a mouvement, à ce moment-là les chances de succès seront plus grandes, les résultats plus palpables.

C'est avec des éléments d'esprit déplorables

que nous est impossible d'appliquer le tarif régional minimum de 7 francs de l'heure.

Plus nous y songeons, plus nous serons les bons.

Quand les travailleurs de notre Industrie comprennent, ils voudront, et cela sans... les Autres. — La 13^e Région Fédérale.

Jeunesse Syndicale et Intercorporative de la Seine

GRANDE BALADE CHAMPTRE

DIMANCHE 11 AOUT

A NOISY-LE-GRAND

Prendre le tram 120 à la porte de Vincennes et descendre au terminus. Des flèches indiquent le chemin.

Jeunesse Syndicale. — Réunion mardi 13 aout, à 9 h. Bourse du Travail, bureau 31, 4^e étage. L'ordre du jour étant très important, la présence de tous est indispensable. — Le secrétaire.

1^{re} Union Régionale. — Sous les auspices du S. U. B., une importante réunion d'information aura lieu ce soir, vendredi, à 20 h. 30, salle Henri-Péroult, Bourse du Travail.

Les militants de toutes les industries doivent se faire un devoir d'être présents, une importante question clair à l'ordre du jour.

Le Comité de Rédaction du « Combat Syndicaliste » rappelle aux organisations que la copie devra lui parvenir le mardi 13 courant au plus tard. Que chacun fasse donc le nécessaire pour faciliter notre tâche.

DANS LE S.U.B.

L'assemblée générale du S. U. B. n'a pu avoir lieu (en raison du refus de la C. A. de la Bourse de prêter les salles le 1^{er} aout) à sa date habituelle, c'est-à-dire le 1^{er} juillet de chaque mois. La date et l'heure où elle aura lieu paraîtront dans le prochain numéro du « Libertaire ».

Commission d'Journal. — Réunion vendredi 23 aout, à 18 heures, ou siège. Un appel spécial est fait aux camarades désireux de volontaire pour notre publication en grand format, pour qu'ils envoient de leur côté pour cette date il est demandé également aux secrétaires des sections d'envoyer leur rubrique pour les sections techniques le plus tôt possible.

Réunions des Sectes suivantes :

Dimanche 11 aout, à 9 h. du matin : Cimentiers, Macé, d'art et aides. — Petite salle des grèves, Bourse du Travail.

Maconnique-Pierre. — Salle de Commission, 2^e étage, cours du Travail.

Charpentiers en bois. — Bourse du Travail.

Mardi 13 aout, à 17 h. 30 : Menuisiers. — Salle de Commission, 2^e étage, Bourse du Travail.

Serruriers. — Salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Mercredi 14 aout, à 17 h. 30 : Carreleurs-Faïenciers. — Salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Permanences du dimanche. — Dimanche 11 aout, Fontaine ; dimanche 18 aout, Litte Auguste ; dimanche 25 aout, Ravel.

Syndicat Autonome de la Chaussure. — Notre camarade Junger malade assez gravement depuis cinq semaines et vient de subir une opération à l'hôpital Saint-Louis.

Nous faisons un pressant appel à la solidarité pour notre viel ami, qui est un des doyens des syndicats de la chaussure de Paris.

Apporter les fonds à la Bourse du Travail, 5^e étage, bureau 21, tous les samedis de 15 h. à 18 heures. — Pour le Syndicat : Estève.

A. GUIGU.

LA VIE DE L'UNION

Aux Groupes de l'U.A.C.R.

d'intensifier la propagande anarchiste communiste.

Exceptionnellement, le groupe se réunit jeudi 8 aout en commun avec le groupe du 1^{er} arrondissement.

Groupe Libertaire de Saint-Denis. — Réunion vendredi 9 aout, à 20 h. 30, 4, rue Suger. Discussion sur l'école du propagandiste. Présence indispensable de tous.

PROVINCE

Fédération du Languedoc

Tournée Bastien. — Les groupes organisateurs des conférences : Bastien doivent avoir reçu le compte-rendu de cette tournée : nous les prions donc de faire connaître à quelles œuvres ils désiraient que soit versé le résultat.

Le Congrès régional. — Les groupes anarchistes du Midi ont reçu ou vont recevoir dans quelques jours une proposition de Congrès ; il est du devoir de chacun de faire connaître son point de vue sur cette question si importante.

En attendant que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour la bonne organisation de ce Congrès, nous demandons aux groupes et camarades de Bordeaux, Bayonne, Biarritz, Le Boucau, Tarbes, Pau, Vic-en-Bigorre, Lavelanet de se mettre en relations avec le secrétaire de notre Fédération qui leur transmettra la dite proposition, ainsi que toutes les indications nécessaires. — Les secrétaires. Adresser la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du Libertaire.

Groupe de Pézenas. — Le groupe de Pézenas, se réunit tous les dimanches matin, chez Ricaud, boulangerie, 11, rue Saint-Jean, Librerie, journaux. Appel à tous les sympathisants.

Saint-Brieuc. — Les camarades de la localité sont informés qu'ils trouveront le « Libertaire », le samedi chez Charles Madec, 11, rue Saint-Guillaume.

Groupe de Toulouse. — Réunion du groupe tous les samedis, au local, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupes dachats en commun. — Répartis dans les denrées, tous les dimanches matin, rue Saint-Charles, 43 bis.

Librairie Sociale. — Saint-Sernin, angle rue Saint-Bernard. Tirage de la Géographie Universelle, de Reclus, samedi 10 aout.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 11^e et 12^e. — Réunion mardi 13 aout, à 20 h. 30, au local habituel.

Groupe des 13^e et 14^e. — Réunion tous les mardis chez Barret, 10, rue de l'Arbalète. A dated 15 aout, le groupe se réunira à la Maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital. Prière aux camarades d'en prendre bonne note.

Groupe des 17^e et 18^e arrondissements. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 48, rue Duhamel (18^e).

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Dans sa dernière réunion le groupe a décidé de se réorganiser sur des bases nouvelles. Dans notre cité essentiellement ouvrière nous faisons appeler aux camarades pour venir parmi nous afin

LA VOIX DE PROVINCE

MONTPELLIER

Les fils opèrent !

La veille du 1^{er} aout, ce n'est certes pas le Groupe d'Etudes Sociales de Montpellier qui croit avoir des ennemis, ayant proclamé plusieurs fois comme anarchiste, qu'il ne croit pourtant à la révolution déclenchée sur commande et à l'heure H ; or, il avait compris malencontreusement que l'heure H était arrivée. Dorenavant, quand les grands soirs est arrivé, Dorenavant, quand les boulangers ou les ratichons organisent un congrès, nous saurons ce qu'il nous reste à faire. Fuir à la campagne afin d'éviter les attouchements des mouches policières, dont Fly-tox, Cobra et simoun ne nous ont pas encore débarrassé.

Le Groupe...

TOULON

Appel à tous les amis

Sur l'heureuse initiative du camarade Qui, nous avons décidé, en commun accord, de continuer et d'intensifier notre propagande.

Donc tous les samedis, à 21 heures dans le local des Jeunesse Libres, 14, rue Nicolas-Lauzier, les amis se retrouvent de plus en plus nombreux.

Comme auparavant, une réunion aura lieu tous les vendredis, à 18 heures, réservée aux compagnons anarchistes et sympathisants.

Samedi 10, conférence